LEGISLATION
2 JUIL 1952
Transmis à la Bureau de Coor-
Overgemaakt aan de H. dination I

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 29 avril 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "à prendre en vertu de l'article 57 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service et ayant comme objet un résumé des lois militaires", a donné en sa séance du 7 mai 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e April 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit te nemen krachtens artikel 57 van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 en waarvan het voorwerp is een samenvatting der militaire wetten, heeft ter zitting van 7 Mei 1952 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL DETERMINANT LE TEXTE DU RESUME DES LOIS MILITAIRES, DONT LECTURE EST DONNEE AUX MILICIENS A LEUR ENTREE AU CENTRE DE RECRUTEMENT ET DE SELECTION.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment l'article 57;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le texte du résumé des lois militaires, dont lecture est donnée aux miliciens à leur entrée au centre de recrutement et de sélection, est fixé à l'annexe du présent arrêté.

Article 2.-

L'arrêté royal du 28 avril 1926, qui fixe le texte du résumé des lois militaires à lire aux recrues, est abrogé.

.../...

Article 3.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Annexe.

Résumé des lois militaires.

CHAPITRE Ier. - EXTRAITS DU CODE PENAL MILITAIRE (LOI DU 27 MAI 1870).
DES PEINES MILITAIRES.

Article 1er.-

Les peines militaires sont :

La mort par les armes;
L'emprisonnement militaire;
La dégradation militaire;
La destitution.

Article 2.-

Tout condamné à la peine de mort, en vertu du Code pénal militaire, sera fusillé.

.../...

Article 5.-

Les effets de la dégradation militaire sont:

La privation du grade et du droit d'en porter les insignes et l'uniforme;

L'incapacité de servir dans l'armée, à quelque titre que ce soit;

La privation du droit de porter aucune décoration ou autre signe d'une distinction honorifique.

Article 13.-

La durée de l'emprisonnement et celle de l'emprisonnement militaire subis par le condamné ne compteront pas comme temps de service.

DE LA TRAHISON ET DE L'ESPIONNAGE.

Article 15.-

Sera coupable de trahison et puni de détention, de réclusion, de travaux forcés ou de la peine de mort et en outre de la dégradation militaire, tout militaire qui :

1° aura porté les armes contre la Belgique;

2° aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences pour engager une puissance étrangère à entreprendre la guerre contre la Belgique, ou pour lui en procurer les moyens;

3° aura reproduit, publié, divulgué, pris livraison ou connaissance sans autorisation ou qualité,

.../...

livré ou communiqué à une puissance ennemie ou étrangère, à une personne agissant dans l'intérêt d'une puissance ennemie ou étrangère ou à une personne non qualifiée, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

Article 17.-

Est considéré comme espion et sera puni de mort avec dégradation militaire, tout militaire qui se sera introduit dans une place de guerre, dans un poste ou établissement militaire, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, pour s'y procurer des documents ou renseignements dans l'intérêt de l'ennemi.

DES INFRACTIONS AUX DEVOIRS MILITAIRES.

Articles 23 à 57.-

Seront punis, suivant le cas, d'une peine disciplinaire, de l'emprisonnement ordinaire ou militaire, de la destitution, de la détention, de la réclusion, des travaux forcés ou de la peine de mort, et de la dégradation militaire s'il y a lieu :

1° tout militaire qui, étant en faction ou en vedette, aura abandonné son poste sans avoir rempli sa consigne;

2° tout militaire qui, étant en faction ou en vedette, aura été trouvé ivre ou endormi;

.../...

3° tout militaire qui, sans être en faction, aura abandonné son poste;

4° tout militaire qui, en temps de guerre, ne se sera pas rendu à son poste en cas d'alerte ou lorsque la générale aura été battue;

5° tout militaire qui refusera d'obéir aux ordres de son supérieur ou s'abstiendra à dessein de les exécuter, lorsqu'il est commandé pour un service;

6° tout militaire qui aura participé à une révolte, c'est-à-dire à toute résistance simultanée aux ordres de leurs chefs par plus de trois militaires réunis, lorsque l'ordre est donné pour un service;

7° tout militaire coupable de violence envers une sentinelle ou envers un supérieur;

8° tout militaire qui aura outragé son supérieur;

9° tout militaire coupable de désertion;

10° tout militaire qui aura détourné ou frauduleusement soustrait des armes, des munitions, des objets de casernement ou de campement, des deniers ou des effets quelconques qui appartiennent à des militaires ou à l'Etat;

11° tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui aura vendu, donné, échangé, mis en gage, détruit ou dissipé d'une manière quelconque ses effets d'habillement, d'équipement ou d'armement;

12° tout militaire qui, après une absence de son corps, n'aura pas reproduit ses effets d'habillement, d'équipement ou d'armement, à moins qu'il ne prouve qu'il a été dépouillé par suite de force majeure.

.../...

MUTILATIONS VOLONTAIRES

(ARRETE-LOI DU 13 NOVEMBRE 1915).

Article 1er.-

Tout militaire qui, en temps de guerre, se sera volontairement mutilé, laissé mutiler ou mis par un moyen quelconque dans un état d'invalidité pour se soustraire, même temporairement, au service, sera puni de la destitution s'il est officier, d'un emprisonnement de trois à cinq ans s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat.

Article 2.-

Si le fait a lieu en présence de l'ennemi, l'officier sera puni de la détention de dix à quinze ans, le sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, de la réclusion.

Le coupable pourra être condamné, en outre, à la dégradation militaire.

CHAPITRE II. - EXTRAITS DU CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE CONCERNANT LES MILITAIRES EN CONGE ILLIMITE OU DEFINITIF
(LOI DU 15 JUIN 1899).

Article 4.-

Les militaires en congé illimité sont soumis aux lois pénales militaires pour les infractions énumérées ci-après :

.../...

a) la trahison et l'espionnage;
b) la participation à la révolte;
c) les violences et les outrages envers un supérieur ou envers une sentinelle;
d) la participation à une désertion avec complot commise par des militaires;
e) le détournement et la soustraction frauduleuse d'objets quelconques affectés au service de l'armée et appartenant soit à l'Etat, soit à des militaires.

Article 5.-

Les militaires en congé illimité sont soumis aux dispositions des lois militaires concernant la dégradation militaire.

Article 7.-

Les militaires en congé illimité ou définitif sont réputés au service actif pendant toute la journée dans laquelle ils sont astreints à une prestation de service militaire.

Article 9.-

Celui qui, dans l'année, à dater de l'époque où les lois militaires ont cessé de lui être applicables, commet contre l'un de ses anciens supérieurs ou contre tout autre supérieur hiérarchique à l'occasion des relations de services qu'il a eues avec lui, l'une des infractions prévues aux articles 34 à 40 et 42 du Code pénal militaire, et 443 à 452 du Code pénal ordinaire, demeure, de ce chef seulement, soumis à la juridiction et aux lois militaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

KONINKLIJK BESLUIT VASTSTELLENDE DE TEKST VAN DE SAMENVATTING DER MILITAIRE WETTEN DIE DE DIENSTPLICHTIGEN WORDT VOORGELEZEN BIJ HUN AANKOMST IN HET RECRUTERINGS- EN SELECTIECENTRUM.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op artikel 57 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN :

Artikel 1.-

De tekst van de samenvatting der militaire wetten die de dienstplichtigen bij hun aankomst in het recruterings- en selectiecentrum wordt voorgelezen, is in de bijlage van dit besluit vastgelegd.

Artikel 2.-

Het koninklijk besluit van 28 April 1926 houden de vaststelling van de beknopte inhoud der militaire wetten die den recruten dienen voorgelezen, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 3.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

Bijlage.

Samenvatting der militaire wetten.

HOOFDSTUK I.- UITTREKSELS UIT HET MILITAIR STRAFWETBOEK.
(WET VAN 27 MEI 1870).

MILITAIRE STRAFFEN.

Artikel 1.-

De militaire straffen zijn :

De dood met de kogel ;
De militaire gevangenzetting ;
De militaire degradatie ;
De afzetting.

.../...

Artikel 2.-

Wie krachtens het Militair Strafwetboek ter dood veroordeeld wordt, krijgt de kogel.

Artikel 5.-

De gevolgen van de militaire degradatie zijn :

Het verlies van de graad en van het recht er de kentekenen en de uniform van te dragen ;

De onbekwaamheid in het leger te dienen, in welke hoedanigheid ook ;

Het verlies van het recht enig ereteken of ander kenteken van een eervolle onderscheiding te dragen.

Artikel 13.-

De door de veroordeelde ondergane gevangenisstraf en militaire gevangenzetting tellen niet als diensttijd.

VERRAAD EN VERSPIEDING.

Artikel 15.-

Aan verraad is schuldig en met hechtenis, opsluiting, dwangarbeid of met de dood en bovendien met militaire degradatie, wordt gestraft iedere militair die:

1° de wapens tegen België heeft opgenomen ;

2° kuiperijen pleegt of in verstandhouding is getreden om een buitenlandse mogendheid te bewegen tot het voeren van oorlog tegen België, of om haar daartoe de middelen te verschaffen ;

.../...

3° voorwerpen, plans, geschriften, bescheiden of inlichtingen waarvan de geheimhouding door het belang der verdediging van het grondgebied of der veiligheid van de Staat wordt geboden, gereproduceerd, openbaar of bekend gemaakt, in ontvangst genomen of er kennis van genomen heeft zonder toelating of bevoegdheid, ze een vijandelijke of buitenlandse mogendheid, een in het belang van een vijandelijke of buitenlandse mogendheid handelend persoon of een niet bevoegd persoon in handen gegeven of medegedeeld heeft.

Artikel 17.-

Als verspieder wordt beschouwd en ter dood verwezen met militaire degradatie, elke militair die een krijgsplaats, een militaire post of militaire inrichting, werken, kampen, bivakken of kantonnementen van een leger binnendringt, om er zich bescheiden of inlichtingen ten bate van de vijand aan te schaffen.

INBREUK OP DE MILITAIRE PLICHTEN.

Artikelen 23 tot 57.-

Naar gelang van het geval worden tot tuchtstraf, gewone of militaire gevangenzetting, afzetting, hechtenis, opsluiting, dwangarbeid of doodstraf en, zo nodig, tot militaire degradatie verwezen :

1° elke militair die, op schild- of ruiterwacht geplaatst, zijn post verlaat zonder zijn wachtorder te hebben uitgevoerd ;

.../...

2° elke militair die, op schild- of ruiterwacht geplaatst, dronken of in slaap bevonden is ;

3° elke militair die, zonder op schildwacht te staan, zijn post verlaat ;

4° elke militair die zich in oorlogstijd niet naar zijn post begeeft bij onraad of als de generale marsch geslagen is ;

5° elke militair die, ter zake van dienst, weigert aan de bevelen van zijn meerdere te gehoorzamen of opzettelijk verzuimt ze uit te voeren ;

6° elke militair die meedoet aan muiterij, dit wil zeggen aan alle gelijktijdig verzet tegen de bevelen hunner meerderen door meer dan drie militairen samen, zo het bevel ter zake van dienst gegeven is ;

7° elke militair, schuldig aan gewelddaden tegen een schildwacht of tegen een meerdere ;

8° elke militair die zijn meerdere gesmaad heeft ;

9° elke militair die schuldig is aan desertie ;

10° elke militair die wapenen, munitie, voorwerpen van kazernering of veldlegering, geld of enige voorwerpen die aan militairen of aan de Staat toebehoren, verduistert of bedrieglijk wegneemt ;

11° elke onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat, die zijn kledings-, uitrustings- of wapenstukken verkoopt, weggeeft, ruilt, verpandt, vernielt of hoe ook verspilt ;

12° elke militair die, na afwezigheid uit zijn korps, de in vorig artikel vermelde kledings-, uitrustings- of wapenstukken niet opnieuw heeft voorgebracht, tenzij hij bewijst dat hij er bij overmacht van beroofd werd.

.../...

VRIJWILLIGE VERMINKINGEN

(BESLUITWET VAN 13 NOVEMBER 1915).

Artikel 1.-

Elke militair die zich in oorlogstijd vrijwillig verminkt, laat verminken of enigerwijze in staat van ongeschiktheid stelt, ten einde zich, zelfs tijdelijk, aan de dienst te onttrekken, wordt gestraft met afzetting zo hij officier is, met drie tot vijf jaar gevangenzetting zo hij onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat is.

Artikel 2.-

Gebeurde het feit in het bijzijn van de vijand, dan wordt de officier met tien tot vijftien jaar hechtenis, de onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat, met opsluiting gestraft.

Bovendien kan de schuldige tot militaire degradatie verwezen worden.

HOOFDSTUK II.- UITTREKSELS UIT HET WETBOEK VAN STRAFRECHTSPLEGING VOOR HET LEGER BETREFFENDE DE MILITAIREN MET ONBEPAALD OF DEFINITIEF VERLOF

(WET VAN 15 JUNI 1899).

Artikel 4.-

De militairen met onbepaald verlof zijn aan de militaire strafwetten onderworpen voor de hierna opgesomde misdrijven :

.../...

a) verraad en verspieding ;

b) deelname aan muiterij ;

c) gewelddaden of smaad tegenover een meerdere of schildwacht ;

d) deelname aan desertie met samenspanning, door militairen bedreven ;

e) verduistering of bedriegelijke ontvreemding van enig voorwerp, aangewezen tot de dienst van het leger en toebehorend hetzij aan de Staat, hetzij aan militairen.

Artikel 5.-

De militairen met onbepaald verlof zijn onderworpen aan de bepalingen der militaire wetten aangaande de militaire degradatie.

Artikel 7.-

De militairen met onbepaald of definitief verlof worden geacht in werkelijke dienst te zijn, gans de dag waarop ze tot een militaire dienstverrichting gehouden zijn.

Artikel 9.-

Hij die binnen het jaar na het tijdstip waarop de militaire wetten niet meer op hem van toepassing zijn, tegen een zijner vroegere meerderen of enige andere

.../...

hiërarchische meerdere, ter zake van dienstbetrekkingen welke hij met hem had, een der misdrijven pleegt genoemd in de artikelen 34 tot 40 en 42 van het Militair Strafwetboek, en 443 tot 452 van het gewoon Strafwetboek, blijft alleen uit dien hoofde aan de militaire rechtsmacht en wetten onderworpen.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

Anlage.

Auszug aus den Militärstrafgesetzen.

1. ABSCHNITT. - AUSZUGE AUS DEM MILITAERSTRAF-GESETZBUCH.

(GESETZ VOM 27.MAI 1870)

VON DEN MILITAERISCHEN STRAFEN.

Artikel eins.-

... (Text des Entwurfes der Regierung)...

Artikel 2.-

...(Text des Entwurfes der Regierung)...

Artikel 5.-

... (Text des Entwurfes der Regierung)...

Artikel 13.-

... (Text des Entwurfes der Regierung)...

VOM VERRAT UND VON DER SPIONAGE.

Artikel 15.-

Als Verräter angesehen und mit Haft, Einschliessung, Zuchthaus oder dem Tode nebst Degradation bestraft wird jede Militärperson, die :

.../...

1. Belgien mit den Waffen bekämpft ;
2. Machenschaften treibt oder Verständnisse unterhält, um eine feindliche Macht zu veranlassen Krieg gegen Belgien zu führen oder um ihr die Mittel dazu verschaffen ;
3. Gegenstände, Pläne, Schriftstücke, Dokumente oder Nachrichten, deren Geheimhaltung für die Verteidigung des Landesgebiets oder die Sicherheit des Staates von Bedeutung ist, ohne Ermächtigung bzw. Befugnis nachdruckt, veröffentlicht, verbreitet, in Empfang oder zu Kenntnis nimmt, oder sie einer feindlichen oder fremden Macht, einer im Interesse einer feindlichen oder fremden Macht handelnden Person oder einer unbefugten Person übergibt bzw. mitteilt.

Artikel 17.-

... (Text des Entwurfes der Regierung)...

VON DEN ZUWIDERHANDLUNGEN GEGEN DIE MILITAERISCHEN PFLICHTEN.

Artikel 23 bis 57.-

Je nach den Umständen wird mit einer Disziplinarstrafe, mit gewöhnlichem Gefängnis oder Militärgefängnis, mit der Amtsentsetzung, mit Haft, Einschliessung, Zuchthaus oder dem Tode und gegebenenfalls mit der militären Degradation bestraft :

.../...

1. jede Militärperson, die als Schildwache oder als Vedette, ohne ihre Weisung auszuführen, ihren Wachtposten verlässt ;
2. jede Militärperson, die als Schildwache oder als Vedette betrunken oder eingeschlafen gefunden wird ;
3. jede Militärperson, die, ohne Schildwache zu sein, ihren Posten verlässt ;
4. jede Militärperson, die sich in Kriegszeiten, wenn Alarm oder Generalmarsch geschlagen worden ist, nicht zu ihrem Posten begibt ;
5. jede Militärperson, die den Gehorsam gegen die Befehle eines Vorgesetzten verweigert oder deren Ausführung vorsätzlich unterlässt, wenn ihr der Befehl zu einer Dienstleistung erteilt worden ist ;
6. jede Militärperson, die an einem Aufruhr teilgenommen hat. Als Aufruhr gilt jeder gleichzeitige Ungehorsam von mehr als drei versammelten Militärpersonen gegen die Befehle ihrer Vorgesetzten, wenn der Befehl zu einer Dienstleistung erteilt worden ist;
7. jede Militärperson, die gewalttätig gegen eine Schildwache oder gegen einen Vorgesetzten verfährt;
8. jede Militärperson, die ihren Vorgesetzten beleidigt ;
9. jede der Fahnenflucht schuldige Militärperson ;
10. jede Militärperson, die Waffen, Munition, Kasernen- oder Lagergerät, Gelder oder irgendwelche Gegenstände, welche Militärpersonen oder dem Staate angehören, veruntreut oder betrügerisch entwendet;
11. jeder Unteroffizier, Korporal, Brigadier oder Soldat, der seine Bekleidungsstücke, Ausrüstungsgegenstände

.../...

oder Waffen verkauft, verschenkt, vertauscht, verpfändet, zerstört oder irgendwie veräussert ;

12. jede Militärperson, die nach einer Abwesenheit vom Truppenteil seine Bekleidungsstücke, Ausrüstungsgegenstände oder Waffen nicht wieder vorführt, ausser wenn sie beweisen kann, dass diese ihr durch höhere Gewalt abhanden gekommen sind.

FREIWILLIGE VERSTUMMELUNG.

(GESETZESVERORDNUNG VOM 13. NOVEMBER 1915).

Artikel eins.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

Artikel 2.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

2.ABSCHNITT. - AUSZÜGE AUS DER MILITAERSTRAFGERICHTSORDNUNG BEZUGLICH DER AUF UNBESTIMMTE ZEIT ODER ENDGULTIG BEURLAUBTEN MILITAERPERSONEN

(GESETZ VOM 15.JUNI 1899).

Artikel 4.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

.../...

Artikel 5.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

Artikel 7.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

Artikel 9.-

... (Text des Entwurfes der Regierung) ...

Genehmigt als Anlage zur Königlichen Verordnung vom ...

IM NAMEN DES KOENIGS :

Der Minister der Landesverteidigung,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.